

Newsletter, 11-14 février 2019

Session plénière

Strasbourg

Débat sur l'avenir de l'Europe avec le Premier ministre italien Giuseppe Conte

Les députés débattent de l'avenir de l'Europe avec le Premier ministre italien, Giuseppe Conte, mardi à 17 heures.

5

Protection civile: mise en commun des ressources pour mieux répondre aux catastrophes

Une mise à niveau du mécanisme de protection civile de l'UE, qui a montré ses limites lors des incendies de forêt, des tempêtes et des inondations de 2017 et 2018, sera mise aux voix mardi.

6

Vote sur l'accord de libre-échange entre l'UE et Singapour

Le Parlement se prononcera mercredi sur les accords de libre-échange et de protection des investissements convenus entre l'UE et Singapour.

7

Maintenir les investissements de l'UE dans toutes les régions pour renforcer la cohésion économique, sociale et territoriale

Les députés se prononceront sur les règles de financement de l'UE pour la période 2021-2027 et s'opposeront à la réduction de l'enveloppe dédiée aux régions.

9

L'UE surveillera de plus près les investissements directs étrangers

Le Parlement se prononcera jeudi sur la mise en place du premier instrument européen de filtrage des investissements directs étrangers pour des motifs de sécurité ou d'ordre stratégique.

10

Paiements transfrontaliers hors zone euro: vers une baisse des frais

Les banques devraient facturer les paiements transfrontaliers en euros et les paiements nationaux de la même manière, et rendre les frais de conversion des devises plus transparents.

11

Océan Arctique: un projet à long terme pour prévenir la pêche non réglementée

Les députés se prononceront sur un accord international visant à prévenir la pêche commerciale non réglementée dans le secteur de la haute mer de l'océan Arctique central. 13

Eaux occidentales: vote final sur le plan pluriannuel de gestion des pêcheries

Les députés se prononceront sur un plan de gestion des possibilités de pêche des espèces démersales dans les eaux occidentales, déjà convenu de façon informelle avec les ministres de l'UE. 14

Pêche: un nouvel accord de partenariat UE-Maroc qui inclura le Sahara occidental

Les députés se prononceront sur l'accord de partenariat UE-Maroc dans le domaine de la pêche durable, qui couvrira également la région du Sahara occidental. 15

Améliorer les conditions de transport des animaux

Suite à des reportages dans les médias sur des mauvais traitements infligés à des animaux lors du transport, les députés examineront jeudi les manières d'optimiser leur bien-être. 16

Les députés européens souhaitent promouvoir le cannabis médical

Les députés débattront avec la Commission européenne des moyens de combler les lacunes en matière de recherche sur le cannabis médical et adopteront une résolution mercredi. 17

L'Europe tarde à innover dans le domaine des pesticides, estiment les députés

Les États membres n'ont pas réussi à remplacer les pesticides chimiques par des alternatives à faible risque, selon un rapport qui sera mis aux voix mardi. 18

Intelligence artificielle et robotique: débat sur la politique industrielle de l'UE

La mise en place de règles et d'orientations de l'UE sur l'intelligence artificielle et la robotique fera l'objet d'un débat lundi soir. 19

Sécheresse: promouvoir la réutilisation de l'eau pour l'irrigation agricole

Les plans visant à lutter contre les pénuries d'eau en facilitant la réutilisation des eaux usées traitées pour l'irrigation agricole seront soumis au vote mardi. 20

Renforcer la lutte contre l'antitsiganisme

L'UE et ses États membres doivent faire plus pour lutter contre l'antitsiganisme et mettre en œuvre des mesures pour promouvoir l'inclusion des Roms, devrait affirmer le Parlement. 21

Les députés inquiets face au recul du droit des femmes dans l'UE

Mardi, les députés interrogeront la Commission sur la discrimination à laquelle sont confrontées les femmes dans certains États membres, avant de voter une résolution mercredi.

22

Bosnie-Herzégovine: le PE inquiet du manque de progrès en matière de réformes

Les députés appellent les autorités de Bosnie-Herzégovine à faire avancer les réformes constitutionnelles et politiques, afin de progresser dans le processus d'intégration à l'UE.

23

Résolutions relatives aux droits de l'homme et à la démocratie

Le Parlement tiendra des débats sur les urgences relatives aux droits de l'homme et à la démocratie, jeudi 14 février vers 10h, avec des votes intervenant à midi sur les sujets suivants:

24

Comment tirer le meilleur parti de la citoyenneté européenne

Les députés débattront lundi soir de la manière de renforcer et de protéger les droits des citoyens de l'UE.

25

Les députés demanderont un contrôle politique renforcé des institutions de l'UE

Les députés débattront lundi soir de la manière de renforcer le contrôle parlementaire sur la Commission et de la légitimité démocratique des institutions de l'UE dans ce processus.

26

Autres sujets à l'ordre du jour

Parmi les autres sujets devant être débattus et votés, figurent:

27

<http://www.europarl.europa.eu/news/fr/agenda/briefing/2019-02-11>

Newsletter, 11-14 février 2019

En savoir plus

[Projet d'ordre du jour](#)

[EP Live: suivre la séance en direct](#)

[Europarl TV](#)

[Conférences de presse et autres événements](#)

[Site du service audiovisuel du Parlement européen](#)

[EP Newshub](#)

[Podcasts thématiques du service de recherche du Parlement](#)

Contacts

Baptiste CHATAIN

Attaché de presse

☎ (+32) 228 40992 (BXL)

☎ (+33) 3881 74151 (STR)

📱 (+32) 498 98 13 37

✉ baptiste.chatain@europarl.europa.eu

Nicolas DELALEU

Attaché de presse

☎ (+32) 2 28 44407 (BXL)

☎ (+33) 3 88 17 20 97 (STR)

📱 (+32) 471 95 35 11

✉ nicolas.delaleu@europarl.europa.eu

Débat sur l'avenir de l'Europe avec le Premier ministre italien Giuseppe Conte

Les députés débattront de l'avenir de l'Europe avec le Premier ministre italien, Giuseppe Conte, mardi à 17 heures.

Il s'agira du dix-septième d'une série de débats entre les chefs d'État ou de gouvernement de l'UE et les eurodéputés.

Pour en savoir plus sur les précédents débats, [cliquez ici](#).

Peter Pellegrini, Premier ministre de Slovaquie, s'adressera aux députés lors de la session plénière de mars I à Strasbourg.

Débat: mardi 12 février à 17 heures

En savoir plus

[Page officielle du Premier ministre italien \(en italien\)](#)

[Produits multimédias - Débat sur l'avenir de l'Europe avec le Premier ministre italien](#)

Protection civile: mise en commun des ressources pour mieux répondre aux catastrophes

Une mise à niveau du mécanisme de protection civile de l'UE, qui a montré ses limites lors des incendies de forêt, des tempêtes et des inondations de 2017 et 2018, sera mise aux voix mardi.

La nouvelle législation, qui a fait l'objet d'un accord informel avec le Conseil en décembre, aidera les États membres à réagir plus rapidement et plus efficacement aux catastrophes naturelles et d'origine humaine, en partageant les moyens de protection civile de façon plus efficace.

Le projet de loi créera également, à la demande du Parlement, une réserve de ressources ("RescEU") composées d'avions de lutte contre les incendies de forêt, de pompes à grande capacité, d'hôpitaux de campagne et d'équipes médicales d'urgence, pour une utilisation dans toutes sortes d'urgences. "RescEU" interviendra lorsque les États membres ne disposeront pas des ressources nécessaires pour répondre à une catastrophe.

Contexte

Le mécanisme de protection civile de l'UE repose actuellement sur un système volontaire, dans le cadre duquel l'UE coordonne les contributions volontaires des États participants à un pays qui a demandé une assistance. Ces dernières années, les conditions climatiques extrêmes et d'autres phénomènes ont mis à rude épreuve la capacité des États membres à s'entraider, surtout lorsque plusieurs États membres sont confrontés simultanément au même type de catastrophe. Dans les cas où l'aide est limitée ou inexistante, l'UE ne dispose pas d'une capacité de réserve pour aider les États membres débordés.

Débat: mardi 12 février

Vote: mardi 12 février

Procédure: procédure législative ordinaire, accord en première lecture

En savoir plus

[Accord provisoire avec le Conseil](#)

[Communiqué de presse sur l'accord avec le Conseil \(12.12.2018\)](#)

[Profil de la rapporteure Elisabetta Gardini \(PPE, IT\)](#)

[Fiche de procédure](#)

[Produits multimédias](#)

Vote sur l'accord de libre-échange entre l'UE et Singapour

Le Parlement se prononcera mercredi sur les accords de libre-échange et de protection des investissements convenus entre l'UE et Singapour.

Véritable modèle pour les futurs accords commerciaux entre l'UE et l'Asie du Sud-Est, l'accord de libre-échange fera disparaître quasiment tous droits de douane entre les deux parties d'ici cinq ans. Il permettra le libre-échange dans les services, protégera les produits européens uniques et ouvrira les marchés publics singapouriens aux entreprises européennes. L'accord inclut un renforcement des droits du travail et de la protection environnementale.

Par ailleurs, le Parlement votera également sur un accord de protection des investissements offrant un système juridictionnel composé de juges indépendants pour traiter les différends entre investisseurs et États, ainsi que sur un [accord de partenariat et de coopération](#) qui étend la coopération au-delà du seul aspect commercial.

Contexte

Singapour est de loin le premier partenaire de l'UE dans la région, représentant près du tiers du commerce de biens et de services entre l'UE et l'ASEAN, et près de deux tiers des investissements entre les deux régions. Plus de 10 000 entreprises européennes ont leur siège régional à Singapour.

Débat: mardi 12 février

Vote: mercredi 13 février

Procédure: approbation

Conférence de presse: mercredi 13 février à 14h30

En savoir plus

[Projet de résolution sur l'accord de libre-échange entre l'UE et Singapour \(en anglais\)](#)
[Projet d'approbation de l'accord de libre-échange entre l'UE et Singapour \(en anglais\)](#)
[Projet de résolution sur l'accord de protection des investissements entre l'UE et Singapour \(en anglais\)](#)
[Projet d'approbation de l'accord sur l'accord de protection des investissements entre l'UE et Singapour](#)
[Communiqué de presse suite au vote en commission \(24.01.2019\)](#)
[Profil du rapporteur David Martin \(S&D, UK\)](#)
[Fiche de procédure - Accord de libre-échange](#)
[Fiche de procédure - Accord de protection des investissements](#)
[Commission européenne - Commerce UE-Singapour \(en anglais\)](#)
[Think tank tu PE - Les accords commercial et d'investissement UE-Singapour bientôt conclus \(octobre 2018, en anglais\)](#)
[Produits multimédias - UE-Singapour](#)

Maintenir les investissements de l'UE dans toutes les régions pour renforcer la cohésion économique, sociale et territoriale

Les députés se prononceront sur les règles de financement de l'UE pour la période 2021-2027 et s'opposeront à la réduction de l'enveloppe dédiée aux régions.

Le projet de règles qui inclut de nouveaux objectifs visant à soutenir l'innovation, la numérisation, la transition énergétique, l'éducation et l'accès aux soins de santé dans toute l'Europe fera l'objet d'un débat mercredi matin et d'un vote à midi. Les nouvelles règles permettraient de simplifier les procédures afin de stimuler les projets locaux et d'encourager les petites entreprises à faire des demandes de financement.

Les taux de financement et le montant global devraient être identiques aux niveaux actuels, selon les chiffres proposés par la commission du développement régional, avec un budget de 378,1 milliards d'euros en prix 2018 (14% de plus que la proposition de la Commission, à savoir 330,6 milliards d'euros) pour la période 2021-2027.

Les régions les moins développées devraient continuer à bénéficier d'une aide substantielle de l'UE pouvant atteindre un co-financement de 85% et des fonds supplémentaires devraient être réservés pour les régions ultrapériphériques. Les députés souhaitent également augmenter les ressources pour les projets transfrontaliers.

Débat: mercredi 13 février

Vote: mercredi 13 février

Procédure: procédure législative ordinaire (première lecture, mandat pour les négociations avec le Conseil)

Conférence de presse: mercredi 13 février à 15 heures

En savoir plus

[Projet de résolution](#)

[Communiqué de presse suite au vote en commission \(22.01.2018\)](#)

[Profil de la co-rapporteuse Constanze Krehl \(S&D, DE\)](#)

[Profil du co-rapporteur Andrej Novakov \(PPE, BG\)](#)

[Fiche de procédure](#)

[Pour en savoir plus sur les projets dans vos régions](#)

[Service de recherche du PE - Note d'information sur les fonds de cohésion, les valeurs et l'Union économique et monétaire dans le CFP 2021-2027 \(en anglais\)](#)

[Produits multimédias](#)

L'UE surveillera de plus près les investissements directs étrangers

Le Parlement se prononcera jeudi sur la mise en place du premier instrument européen de filtrage des investissements directs étrangers pour des motifs de sécurité ou d'ordre stratégique.

Si l'UE demeure ouverte aux investissements, les investissements directs étrangers (IDE) doivent être contrôlés afin de vérifier s'ils ne risquent pas de mettre en danger les intérêts stratégiques de l'UE. La proposition vise à protéger les industries (eau, transport, communications...) et les technologies (semi-conducteurs, intelligence artificielle, robotique...) les plus stratégiques.

Contexte

Ces vingt dernières années, la structure et la provenance des IDE ont radicalement changé, avec plus d'IDE en provenance d'économies émergentes. Les [investissements](#) chinois ont été multipliés par six, ceux du Brésil par 10 et ceux de la Russie ont presque doublé, avec pour cible récemment des secteurs de haute technologie et souvent des entreprises détenues par l'État ou ayant un lien avec les gouvernements.

Actuellement, seuls 14 pays de l'UE (Allemagne, Autriche, Danemark, Espagne, Finlande, France, Hongrie, Italie, Lettonie, Lituanie, Pays-Bas, Pologne, Portugal et Royaume-Uni) disposent de mécanismes de filtrage des IDE, mais ils diffèrent grandement en termes de champ d'application et de conception.

Débat: mercredi 13 février

Vote: jeudi 14 février

Procédure: procédure législative ordinaire

Conférence de presse: mercredi 13 février à 15h30

En savoir plus

[Projet de résolution](#)

[Fiche de procédure](#)

[Communiqué de presse suite au vote en commission \(10.12.2018, en anglais\)](#)

[Profil du rapporteur Frank Proust \(PPE, FR\)](#)

[Think tank du PE - Cadre de l'UE pour le filtrage des IDE \(12.07.2018, en anglais\)](#)

[Commission européenne - IDE: le cadre de l'UE en matière de filtrage \(13.09.2017, en anglais\)](#)

[Produits multimédias](#)

Paiements transfrontaliers hors zone euro: vers une baisse des frais

Les banques devraient facturer les paiements transfrontaliers en euros et les paiements nationaux de la même manière, et rendre les frais de conversion des devises plus transparents.

Lors d'un vote jeudi, les députés devraient mettre un terme à la discrimination à laquelle sont confrontés les utilisateurs de services de paiement dans l'UE en dehors de la zone euro. Alors que les consommateurs de la zone euro bénéficient de [l'espace unique de paiements en euros \(SEPA\)](#), ceux qui vivent en dehors de la zone euro continuent de payer des frais élevés pour leurs paiements transfrontaliers en euros.

Les nouvelles mesures, déjà convenues de façon informelle avec le Conseil, protégeront également les consommateurs contre les frais excessifs et arbitraires relatifs à la conversion des devises et garantiront qu'ils seront informés du montant des frais à payer, à la fois dans la devise locale et celle de leur compte bancaire.

Contexte

Les frais moyens pour un transfert transnational équivalent à 100 euros en monnaie locale sont de:

Pays	2012	2017
Bulgarie	18,68 €	19,98 €
Croatie	Non disponible	8,23 €
Tchéquie	9,50 €	8,71 €
Danemark	2,17 €	2,69 €
Hongrie	15,32 €	5,93 €
Pologne	2,73 €	1,54 €
Roumanie	12,58 €	11,19 €
Suède	0 €	0 €
Royaume-Uni	15,63 €	9,26 €

Paiements transfrontaliers par carte et retraits d'argent depuis des pays de la zone euro.
Source: [étude d'impact](#) de la Commission.

Débat: mercredi 13 février

Vote: jeudi 14 février

Procédure: procédure législative ordinaire, accord en première lecture

En savoir plus

[Projet de résolution sur la proposition de règlement du PE et du Conseil modifiant le règlement \(CE\) n° 924/2009 en ce qui concerne certains frais applicables aux paiements transfrontières dans l'Union et les frais de conversion monétaire](#)

[Profil de la rapporteure Eva Maydell \(PPE, BG\)](#)

[Fiche de procédure](#)

[Service de recherche du PE - Transferts transfrontaliers en euros et conversion des devises: une avancée en faveur du marché unique \(en anglais\)](#)

[Document de travail de la Commission - Étude d'impact \(en anglais\)](#)

[Produits multimédias](#)

Océan Arctique: un projet à long terme pour prévenir la pêche non réglementée

Les députés se prononceront sur un accord international visant à prévenir la pêche commerciale non réglementée dans le secteur de la haute mer de l'océan Arctique central.

L'objectif de l'accord est de mettre en place une stratégie sur 16 ans visant à protéger les écosystèmes marins sains et à faciliter la coopération scientifique afin de déterminer si les stocks de poissons peuvent être exploités de façon durable.

En adhérant à cet accord, l'UE pourra promouvoir ses objectifs environnementaux et partager les informations scientifiques, les mesures de gestion et tous les futurs instruments qui seront mis en place dans cette zone.

L'accord, conclu le 30 novembre 2017, inclut l'UE, le Canada, la Chine, le Danemark pour les îles Féroé et le Groenland, l'Islande, le Japon, la République de Corée, la Norvège, la Russie et les États-Unis.

Vote: mardi 12 février 2019

Procédure: approbation

En savoir plus

[Projet de recommandation sur la proposition de décision du Conseil relative à la conclusion de l'accord visant à prévenir la pêche non réglementée en haute mer dans l'océan Arctique central](#)

[Communiqué de presse suite au vote en commission \(10.01.2019, en anglais\)](#)

[Profil de la rapporteure Norica Nicolai \(ADLE, RO\)](#)

[Fiche de procédure](#)

[Produits multimédias - Pêche non réglementée](#)

[Produits multimédias - Océan Arctique](#)

Eaux occidentales: vote final sur le plan pluriannuel de gestion des pêcheries

Les députés se prononceront sur un plan de gestion des possibilités de pêche des espèces démersales dans les eaux occidentales, déjà convenu de façon informelle avec les ministres de l'UE.

Ce plan pluriannuel pour la zone Nord-Est de l'Atlantique, connue sous le nom d'eaux occidentales, concerne les navires de pêche d'Allemagne, de Belgique, d'Espagne, de France, d'Irlande, du Portugal et du Royaume-Uni. Les stocks incluent le merlu, la langoustine, les poissons-anges et la sole commune.

Débat: lundi 11 février

Vote: mardi 12 février

Procédure: procédure législative ordinaire, première lecture

En savoir plus

[Texte provisoirement adopté](#)

[Communiqué de presse suite au vote en commission \(26.10.2018, en anglais\)](#)

[Profil du rapporteur Alain Cadec \(PPE, FR\)](#)

[Fiche de procédure](#)

[Produits multimédias](#)

Pêche: un nouvel accord de partenariat UE-Maroc qui inclura le Sahara occidental

Les députés se prononceront sur l'accord de partenariat UE-Maroc dans le domaine de la pêche durable, qui couvrira également la région du Sahara occidental.

Le texte définit les conditions juridiques, environnementales, économiques et sociales d'accès des navires de l'UE aux eaux marocaines, et fixe des exigences pour une pêche durable, y compris pour le territoire du Sahara occidental.

Avant que le vote n'ait lieu, les députés devront décider de demander ou non à la Cour de justice de l'UE un avis sur la compatibilité de l'accord avec les traités de l'UE.

Vote: mardi 12 février

Procédure: approbation

En savoir plus

[Recommandation de la commission sur le projet de décision du Conseil relative à la conclusion de l'accord de partenariat dans le domaine de la pêche durable entre l'UE et le Maroc](#)

[Communiqué de presse suite au vote en commission \(26.10.2018, en anglais\)](#)

[Profil du rapporteur Alain Cadec \(PPE, FR\)](#)

[Fiche de procédure](#)

[Produits multimédias - UE-Maroc](#)

Améliorer les conditions de transport des animaux

Suite à des reportages dans les médias sur des mauvais traitements infligés à des animaux lors du transport, les députés examineront jeudi les manières d'optimiser leur bien-être.

Le projet de résolution non législative proposé par la commission de l'agriculture appelle les États membres de l'UE à mieux appliquer les règles actuelles en matière de protection des animaux transportés, à sanctionner sévèrement les infractions et à améliorer les conditions de transport.

Les députés recommandent de réduire le temps de transport autant que possible, en utilisant par exemple des installations d'abattage à proximité des lieux d'élevage.

Contexte

Chaque année, des millions d'animaux sont transportés sur de longues distances entre États membres, au sein des États membres et vers des pays tiers, à des fins d'élevage, de poursuite de l'engraissement ou d'abattage, mais aussi pour les loisirs ou des concours.

Suite à des reportages dans les médias sur les mauvais traitements infligés aux animaux transportés, la Conférence des présidents du Parlement (réunissant le Président du PE et les dirigeants des groupes politiques) a demandé à la commission de l'agriculture de rédiger un rapport d'exécution sur la façon dont les règles de l'UE sont appliquées en pratique.

Débat: jeudi 14 février

Vote: jeudi 14 février

Procédure: résolution non législative

En savoir plus

[Projet de résolution \(en anglais\)](#)

[Communiqué de presse suite au vote en commission \(24.01.2019\)](#)

[Profil du rapporteur Jørn Dohrmann \(ECR, DK\)](#)

[Fiche de procédure](#)

[Service de recherche du PE - Règlement \(CE\) n° 1/2005 sur la protection des animaux durant le transport et les opérations annexes \(en anglais\)](#)

[Produits multimédias - Bien-être animal](#)

Les députés européens souhaitent promouvoir le cannabis médical

Les députés débattront avec la Commission européenne des moyens de combler les lacunes en matière de recherche sur le cannabis médical et adopteront une résolution mercredi.

Les députés interrogeront la Commission sur la manière dont l'UE pourrait soutenir une recherche de qualité sur les médicaments à base de cannabis et établir des normes pour le cannabis médical non pharmaceutique afin de garantir la sécurité des consommateurs.

Le projet de résolution souligne la nécessité pour la Commission et les autorités nationales d'établir une distinction claire entre le cannabis médical et les autres usages du cannabis. Il invite la Commission et les États membres à s'attaquer aux obstacles réglementaires qui pèsent sur la recherche scientifique et les invite à financer correctement la recherche et à promouvoir une meilleure connaissance du cannabis médical parmi les professionnels de la santé.

Contexte

Les députés estiment qu'il existe des preuves substantielles que le cannabis et les cannabinoïdes ont des effets thérapeutiques pour traiter la douleur chronique chez les adultes, les nausées et les vomissements provoqués par la chimiothérapie, et pour améliorer les symptômes de spasticité musculaire dans la sclérose en plaques.

Alors que l'OMS a officiellement recommandé que le composé de cannabis cannabidiol (CBD) ne soit pas considéré comme une substance contrôlée, la législation des États membres diffère considérablement en ce qui concerne le cannabis à des fins médicales.

Débat: mardi 12 février

Vote: mercredi 13 février

Procédure: question orale à la Commission, avec résolution

En savoir plus

[Question orale à la Commission sur l'usage du cannabis à des fins médicales](#)

[Projet de résolution](#)

[Fiche de procédure](#)

[Produits multimédias](#)

L'Europe tarde à innover dans le domaine des pesticides, estiment les députés

Les États membres n'ont pas réussi à remplacer les pesticides chimiques par des alternatives à faible risque, selon un rapport qui sera mis aux voix mardi.

Le projet de résolution de la commission de l'environnement indique que les États membres de l'UE n'ont pas progressé dans la mise en œuvre de la législation européenne sur l'utilisation durable des pesticides.

Très peu a été fait pour promouvoir et encourager la recherche, le développement et l'adoption d'alternatives à faible risque et non chimiques, ajoutent-ils.

Contexte

Une étude scientifique d'octobre 2017 sur la biomasse des insectes volants a montré que la population d'insectes volants dans 63 zones de conservation en Allemagne a chuté de plus de 75% en 27 ans.

Débat: mardi 12 février

Vote: mardi 12 février

Procédure: résolution non législative

En savoir plus

[Projet de rapport sur la mise en œuvre de la directive 2009/128/CE sur l'utilisation durable des pesticides](#)

[Profil de la rapporteure Jytte Guteland \(S&D, SE\)](#)

[Fiche de procédure](#)

[Commission européenne - Rapport de synthèse sur l'utilisation durable des pesticides](#)

[Commission européenne - Rapport sur les plans d'action nationaux des États membres et sur les progrès réalisés dans la mise en œuvre de la directive 2009/128/CE sur l'utilisation durable des pesticides](#)

[Produits multimédias - Usage des pesticides](#)

Intelligence artificielle et robotique: débat sur la politique industrielle de l'UE

La mise en place de règles et d'orientations de l'UE sur l'intelligence artificielle et la robotique fera l'objet d'un débat lundi soir.

Les députés devraient souligner le fort potentiel que représentent l'intelligence artificielle et la robotique dans les secteurs de la production, de la santé, de l'énergie et des transports, tout en rappelant que l'intelligence artificielle devait être régie par un code d'éthique.

Mardi, en votant une résolution préparée par la commission de l'industrie, les eurodéputés souhaitent donner un mandat politique clair à la Commission européenne afin de développer un plan d'action sur l'intelligence artificielle et la robotique pour la prochaine législature.

Débat: lundi 11 février

Vote: mardi 12 février

Procédure: résolution non législative

En savoir plus

[Projet de résolution](#)

[Fiche de procédure](#)

[Profil du rapporteur Ashley Fox \(ECR, UK\)](#)

[Produits multimédias](#)

Sécheresse: promouvoir la réutilisation de l'eau pour l'irrigation agricole

Les plans visant à lutter contre les pénuries d'eau en facilitant la réutilisation des eaux usées traitées pour l'irrigation agricole seront soumis au vote mardi.

La législation définit des normes minimales de qualité pour l'eau recyclée destinée à l'irrigation agricole. Elle prévoit également des obligations pour les opérateurs de production, de distribution et de stockage, ainsi que des mesures de gestion des risques.

Contexte

Les ressources en eau de l'Union européenne sont de plus en plus sous pression, ce qui entraîne une pénurie d'eau et une détérioration de sa qualité. Le changement climatique, la météo imprévisible et la sécheresse mettent notamment à rude épreuve la disponibilité de l'eau douce nécessaire au développement urbain et à l'agriculture. En veillant à ce que les eaux usées traitées puissent être réutilisées plus largement, en particulier dans l'agriculture, l'extraction d'eau des nappes phréatiques pourrait être réduite.

Débat: mardi 12 février

Vote: mardi 12 février

Procédure: procédure législative ordinaire, première lecture

En savoir plus

[Rapport sur les exigences minimales en matière de réutilisation de l'eau](#)

[Communiqué de presse suite au vote en commission \(22.01.2019\)](#)

[Profil de la rapporteure Simona Bonafè \(S&D, IT\)](#)

[Fiche de procédure](#)

[Service de recherche du PE - Fixer des exigences minimales pour la réutilisation de l'eau](#)

[Produits multimédias - Qualité de l'eau](#)

Renforcer la lutte contre l'antitsiganisme

L'UE et ses États membres doivent faire plus pour lutter contre l'antitsiganisme et mettre en œuvre des mesures pour promouvoir l'inclusion des Roms, devrait affirmer le Parlement.

Les députés se prononceront mardi sur une résolution résumant le [débat en plénière](#) du 30 janvier. Le projet de texte dénonce la violation systématique des droits de l'homme dont font l'objet les Roms dans l'UE. Il exprime également des inquiétudes quant aux problèmes rencontrés par les Roms pour accéder à l'éducation, à l'emploi, au logement et à la couverture médicale.

La plénière devrait appeler à l'intégration de la dimension de genre et à une approche adaptée aux enfants dans toutes les politiques de l'UE et des États membres relatives à l'intégration des Roms. Les députés demanderont également à ce que des représentants des Roms et des ONG soient davantage impliqués dans la conception de ces politiques.

Débat: mercredi 30 janvier

Vote: mardi 12 février

Procédure: résolution non législative

En savoir plus

[Enregistrement vidéo du débat \(30.01.2019\)](#)

[Fiche de procédure](#)

[Produits multimédias](#)

Les députés inquiets face au recul du droit des femmes dans l'UE

Mardi, les députés interrogeront la Commission sur la discrimination à laquelle sont confrontées les femmes dans certains États membres, avant de voter une résolution mercredi.

Ces derniers mois, certains États membres de l'UE ont été le théâtre de tentatives politiques limitant le pouvoir de décision des femmes sur le propre corps ainsi que leurs droits individuels et promouvant un modèle conservateur.

Les campagnes contre les droits sexuels et génésiques des femmes et l'éducation sexuelle, les difficultés pour les organisations de défense des droits des femmes d'accéder aux financements et la montée des discours de haine et de violence sexistes en ligne, ainsi que la violence contre les femmes et les personnes LGBTI, sont autant de sujets que les députés devraient soulever durant le débat.

Débat: mardi 12 février

Vote: mercredi 13 février

Procédure: question avec demande de réponse orale à la Commission, avec résolution

En savoir plus

[Fiche de procédure](#)

[Question avec demande de réponse orale à la Commission](#)

[Produits multimédias](#)

Bosnie-Herzégovine: le PE inquiet du manque de progrès en matière de réformes

Les députés appellent les autorités de Bosnie-Herzégovine à faire avancer les réformes constitutionnelles et politiques, afin de progresser dans le processus d'intégration à l'UE.

Dans un projet de résolution évaluant les derniers progrès réalisés par la Bosnie-Herzégovine sur la voie d'une possible adhésion à l'UE, les députés notent que depuis mi-2017, le rythme des réformes liées à l'UE s'est ralenti, malgré l'engagement du pays de mener à bien son calendrier de réformes.

Ils regrettent également la manque de progrès en matière de liberté d'expression et d'indépendance des médias, tout en soulignant que la production et la diffusion de contenus radiophoniques et télévisuels dans toutes les langues officielles du pays contribuerait à la protection de sa diversité culturelle.

Le texte sera mis aux voix en plénière mercredi.

Contexte

La Bosnie-Herzégovine est candidate à l'adhésion à l'UE depuis le 15 février 2016, mais ne s'est pas encore vu attribuer le statut de pays candidat.

Débat: mardi 12 février

Vote: mercredi 13 février

Procédure: résolution non législative

En savoir plus

[Projet de résolution sur le rapport 2018 de la Commission sur la Bosnie-Herzégovine](#)

[Communiqué de presse suite au vote en commission \(06.12.2018, en anglais\)](#)

[Profil du rapporteur Cristian Dan Preda \(PPE, RO\)](#)

[Fiche de procédure](#)

[Produits multimédias](#)

Résolutions relatives aux droits de l'homme et à la démocratie

Le Parlement tiendra des débats sur les urgences relatives aux droits de l'homme et à la démocratie, jeudi 14 février vers 10h, avec des votes intervenant à midi sur les sujets suivants:

- La situation en Tchétchénie et le cas d'Oyub Titiev;
- Zimbabwe; et
- Les défenseurs des droits des femmes en Arabie saoudite.

Débats et votes: jeudi 14 février

Procédure: résolutions non législatives

En savoir plus

[Produits multimédias](#)

Comment tirer le meilleur parti de la citoyenneté européenne

Les députés débattent lundi soir de la manière de renforcer et de protéger les droits des citoyens de l'UE.

Un projet de résolution rédigé par [Maite Pagazaurtundúa Ruiz](#) (ADLE, ES) fera l'objet d'un débat en plénière lundi soir et sera mis aux voix mardi.

Les propositions incluent la promotion de la participation démocratique, l'extension de l'espace public européen, la protection et l'extension des droits des citoyens, et la création d'un jour férié européen le 9 mai.

Débat: lundi 11 février

Vote: mardi 12 février

Procédure: résolution non législative

En savoir plus

[Projet de résolution \(en anglais\)](#)

[Fiche de procédure](#)

[Produits multimédias](#)

Les députés demanderont un contrôle politique renforcé des institutions de l'UE

Les députés débattront lundi soir de la manière de renforcer le contrôle parlementaire sur la Commission et de la légitimité démocratique des institutions de l'UE dans ce processus.

Le débat se concentrera sur les conclusions et les recommandations de la rapporteure [Mercedes Bresso](#) (S&D, IT), telles que le renforcement des pouvoirs d'enquête et de censure du Parlement à l'égard de la Commission, une structure exécutive plus claire et rationalisée pour l'UE afin de la rendre plus responsable, et une coopération renforcée entre le Parlement européen et les parlements nationaux pour le contrôle des gouvernements des États membres.

Les députés se prononceront sur un projet de résolution mardi. Une conférence de presse avec la rapporteure et les rapporteurs fictifs sera organisée après le vote.

Débat: lundi 11 février

Vote: mardi 12 février

Procédure: résolution non législative

Conférence de presse: mardi 12 février à 14h30

En savoir plus

[Projet de résolution \(en anglais\)](#)

[Fiche de procédure](#)

[Produits multimédias](#)

Autres sujets à l'ordre du jour

Parmi les autres sujets devant être débattus et votés, figurent:

- Programme de lutte anti-fraude de l'UE, Salafranca Sanchez-Neyra, débat lundi, vote mardi;
- Mise en œuvre de la directive relative aux soins de santé transfrontaliers, Belet (INI), débat et vote mardi;
- TVA: système définitif de taxation des échanges entre les États membres, Martusciello, vote mardi;
- Interopérabilité des systèmes de télépéage routier, Salini, débat mercredi, vote jeudi;
- Mise en œuvre de la Charte des droits fondamentaux de l'UE dans le cadre institutionnel de l'UE, Spinelli, débat mercredi, vote jeudi;
- La situation en Syrie, débat mardi avec la VP/HR;
- Assurance des véhicules automoteurs, Charanzova (COD), vote mercredi;
- Programme du marché unique 2021-2027, Danti, vote mardi;
- Les droits des personnes intersexuées, question orale à la Commission et au Conseil, débat mardi, vote mercredi; et
- Le droit de manifester pacifiquement et l'usage proportionné de la force, déclaration de la Commission avec résolution, débat lundi, vote jeudi.